

Le chef de la rébellion burundaise renonce à la "lutte armée"

Arrib News, 19/04/2009 – Source AFP Le chef de la rébellion burundaise des Forces nationales de libération (FNL), Agathon Rwasa, a annoncé samedi renoncer à "la lutte armée" lors d'une cérémonie symbolique de "démobilisation" après plus de 13 ans de guerre civile, a-t-on constaté sur place. "Je viens d'être démobilisé comme le stipulent les accords que nous avons signés avec le gouvernement (...) c'est la conclusion des négociations et du processus de paix", a déclaré à la presse Agathon Rwasa à la fin de la cérémonie, organisée dans un camp de rassemblement de ses combattants à Rubira, à une vingtaine de kilomètres de Bujumbura.

"Cette cérémonie signifie qu'on renonce à la lutte armée et qu'on va se consacrer à la lutte politique (...) les Burundais peuvent être tranquilles, nous n'allons pas reprendre la guerre", a déclaré le chef des FNL, devant des représentants de la médiation sud-africaine, de l'ONU, de l'Union africaine (UA), du corps diplomatique et plus de 4.000 rebelles rassemblés depuis quelques semaines dans ce site. Agathon Rwasa, jusqu'ici commandant en chef des FNL, a symboliquement remis son arme - un fusil d'assaut kalachnikov - à un soldat sud-africain, avant de subir un examen médical, puis d'être enregistré et de recevoir "carte de combattant démobilisé". "Nous sommes satisfaits, car c'est un grand symbole si le chef de guerre accepte de déposer les armes, cela signifie que la guerre est finie", s'est réjoui le chef de cabinet militaire du président burundais Pierre Nkurunziza et représentant du gouvernement dans les discussions avec les FNL, le général Evariste Ndayishimiye. La démobilisation du chef des FNL ouvre une semaine "cruciale" pour le processus de paix entre le gouvernement du Burundi et ce mouvement, selon la médiation sud-africaine. "Les combattants du FNL seront désarmés par la Force spéciale de protection de l'UA (...) mardi le 21 avril, après le désarmement des combattants, le gouvernement procédera à l'agrément du FNL comme parti politique", a annoncé le général sud-africain Derrick Mgwana. L'Afrique du Sud dirige une médiation pour mettre fin au conflit. Des élections présidentielle, législatives et sénatoriales sont prévues en 2010 au Burundi. Le Burundi tente de sortir depuis 2006 de 13 ans de guerre civile qui ont opposés l'armée, alors dominée par la minorité tutsie, à plusieurs mouvements rebelles hutus. Cette guerre civile a fait au moins 300.000 morts. Depuis 2005, ce pays est dirigé par un pouvoir hutu élu. L'armée et la police sont désormais paritaires entre les deux ethnies et seule la rébellion des FNL n'avait pas encore déposé définitivement les armes. Le gouvernement et les FNL avaient accepté le 4 décembre de lever les ultimes obstacles qui empêchaient la mise en œuvre d'un accord de cessez-le-feu signé en septembre 2006. Selon un nouvel accord convenu la semaine dernière en Afrique du sud, 3.500 combattants rebelles vont être intégrés dans l'armée et la police et environ 5.000 autres seront démobilisés d'ici le 15 mai. Les autres membres des FNL rentreront chez eux avec une petite somme d'argent, selon cet accord. "Je peux dire que cette fois nous sommes confiants que ce plan va marcher (...) Après une longue période de conflit, j'ai espoir que le Burundi va sortir de la guerre et devenir stable", a déclaré le général sud-africain.